



CIBLE

Définitions

On parle à tort et à travers de la social-démocratie et du social-libéralisme sans se soucier des définitions.

La social-démocratie, c'est un socialisme démocratique qui inclut le dirigisme, la planification souple, un vaste secteur nationalisé, une forte protection sociale et la coopération conflictuelle des syndicats. C'est le modèle qui a inspiré de manière plus ou moins cohérente et accomplie la France entre 1945 et 1983. C'est ce modèle que le Parti socialiste et la droite ont entrepris de détruire après le « tournant de la rigueur ».

Le social-libéralisme est un concept bricolé par les conseillers de Tony Blair et de Gerhard Schröder pour faire avaler aux électeurs le programme du capitalisme financier qui implique chômage et pauvreté de masse.

De même, les prétendus socialistes qui se réfèrent au social-libéralisme acceptent l'austérité, les cadeaux aux patrons sous la forme de la politique de l'offre, la spéculation sans frein et la déflation salariale par l'euro. Le hollandisme n'est qu'une variante de l'ultra-libéralisme, qui se distingue en assurant la promotion du sociétal.

Capitalisme

La rente victorieuse

Gaz

Enjeux
de la discorde

p. 6/7

Idées

Pierre
Boutang

p. 9

Deuil

Hervé Duval

Le 8 août, plusieurs militants et sympathisants de la NAR ont assisté à l'enterrement d'Hervé Duval, notre camarade et ami.

Quelques jours plus tôt, Hervé avait été victime en pleine rue d'une crise cardiaque. Après plusieurs jours de coma, il s'est définitivement endormi.

Pour ses amis, le choc a été d'autant plus grand que nous ne l'imaginions pas exposé à une fin aussi proche et brutale.

Après avoir adhéré à la Nouvelle Action royaliste en 2008, Hervé Duval avait été élu membre de notre Conseil national en juin 2012. Cette élection signifiait qu'Hervé s'était fait connaître et apprécier par ses camarades. Toujours calme et souriant, il nous confortait par sa seule présence.

Homme d'expérience, il apportait à nos débats ses réflexions et ses connaissances - celles qu'il avait de la Chine tout particulièrement.

Militant syndical, adhèrent à la CGT comme plu-

sieurs parmi nous, Hervé a participé à de nombreuses manifestations : nous le revoyons place de la République le 1er Mai 2010 et dans les grandes manifestations organisées contre



la réforme des retraites en 2012, défilant avec Christian, Raoul, Philippe, Bertrand et, un jour d'octobre, avec une amie russe qui s'était jointe au groupe des cégétistes de la NAR et qui évoqua plus tard, dans Royaliste, les manifestations de Moscou...

L'engagement royaliste

d'Hervé était exemplaire : il participait aux discussions au sein du Conseil national, aux débats de nos Mercredis parisiens et il n'avait pas hésité, alors qu'il n'était plus un jeune

homme, à participer très concrètement à l'aménagement de nos nouveaux locaux voici un an. Sa personnalité, sa culture et la sympathie générale dont il bénéficiait le désignaient pour devenir l'animateur de nos soirées du mercredi, en remplacement de Pascal Beaucher, toujours présent mais appelé à

d'autres tâches. D'octobre 2013 à juin dernier, Hervé Duval sut remplir cette tâche avec sérieux et une inaltérable amabilité que saluaient spontanément les auditeurs et nos invités.

Nous pensions qu'Hervé avait de grandes chances d'entrer au Comité directeur, lors de la prochaine élection. Nous voici à jamais privé d'un homme de conviction et de fidélité, d'un excellent camarade et ami.

Le Comité directeur de la NAR

En l'absence de Bertrand Renouvin, en voyage en Géorgie, Yvan Aumont, Pascal Beaucher, Alain Solari, Raoul Gaillard, Christian Merveilleux, Philippe Labarrière, Alain Paul Nicolas et Christophe Barret étaient présent au cimetière de Pantin et ont présenté leurs très vives condoléances à la famille d'Hervé Duval, au nom des militants et sympathisants de la Nouvelle Action royaliste.

Mercredi de la NAR

Nous organisons un dîner de rentrée :

le mercredi 1er octobre 2014 à partir de 19 h 30.

N'oubliez pas de vous inscrire auparavant.

SOMMAIRE

- P2 : Deuil : Hervé Duval - P3 : Politique : Sondinformation piège à cons - Écho des blogs : Amoureuse gauche ! - P4 : Énergie : Les enjeux de la discorde - P5 : Royaume-Uni : Un acte démocratique - Brèves - P6/7 : Capital : Le dilemme de Rastignac toujours actuel - P8 : Argentine : Le péronisme, et après - P9 - Idées : La politique de Pierre Boutang - P10 : Roman : Pérégrinations levantines - P11 : Mouvement - Souscription - Dépôt gerbe - P12 : Édito

Sondinformation piège à cons

N'ayant pas toujours grand chose à raconter et étant plutôt paresseuses et frileuses pour explorer de vrais sujets, les chaînes d'info nous livrent quotidiennement un feuilleton politique.

C'est de la télé, donc il doit y avoir un scénario pour tenir le téléspectateur en haleine. Évidemment, en ayant tous les quarts d'heure la même chose à raconter, cela finit par devenir pesant. Ce qui démontre que les chaînes d'information en continu ne sont pas grandement utiles, hors événements d'importance, somme toute pas si fréquents.

Donc, quand l'actualité n'est pas là, il faut la créer et, plus grave, la fabriquer. Ainsi en va-t-il pour l'impopularité, qualifiée à chaque fois de record, du François 0 et de son Premier ministre Manuel Valls. À chaque batterie, hebdomadaire, de sondages (déastreux), c'est la même rangaine : doit-il partir ? Doit-il rester ? Faut-il changer de Premier ministre ou procéder à un énième remaniement ? Bizarrement, il n'est jamais question d'un possible et souhaitable changement de politique. Étrange. Moins étrange si l'on se souvient que toutes les chaînes info appartiennent à de grands groupes dont elles sont les fidèles, zélées et souvent aplaties porte-idéologie.

Décidemment tous ces gens ont un problème avec la démocratie. Est-il nécessaire de rappeler qu'un sondage n'est pas un vote ? Apparem-

ment oui ! Quoi qu'on en ait, Hollande est élu pour cinq ans. Dès lors, à quoi bon, revenir toutes les semaines sur un principe intangible ? Sauf à changer de système et à considérer que les enquêtes d'opinion font loi et que selon leurs fougades, il faut modifier les données du système institutionnel qui en conséquence ne sert plus à rien.

Vouloir créer l'événement à n'importe quel prix, mais le moins cher possible, pose un évident problème de déontologie. Les opposants au gouvernement en place devraient se rendre compte qu'en mettant le doigt dans cet engrenage ils se condamnent eux-mêmes lors de la prochaine alternance. Ils ne voient pas si loin, d'autant qu'à droite, ils n'ont strictement rien d'autre à présenter qu'une politique encore plus violente et régressive en matière économique et sociale.

Au lieu de nous livrer toujours les mêmes commentaires de toujours les mêmes experts téléprogrammés, LCI, BFM et autre i>TÉLÉ, pourraient organiser de vrais débats, avec des gens qui n'ont pas tous la même détestable habitude d'être d'accord pour ne surtout rien changer. Je sais, c'est beaucoup trop leur demander.

Charles GUÉMÉNÉ

Amoureuse gauche !

Nous aimons l'entreprise affirme les dirigeants « socialistes ». N'est-ce pas plutôt l'amour porté au capital, le nouveau credo du gouvernement ?

« La France championne des versements de dividendes en Europe » titre le 20 août la version Internet du Figaro. (1) Les chiffres repris d'une étude Henderson Global Investors sont impressionnants. Ce sont 37 milliards d'euros qui auront été distribués en France aux actionnaires cette année, à rapprocher des 40 milliards d'euros de baisse en quatre ans sur les prélèvements touchant les entreprises.

Manuel Valls, dans son discours au Medef le 27 août, en donne la mesure : « Cela représente 2 points de PIB. Dès 2015, ce sera pour nombre de salariés l'équivalent de 10 points de cotisations sociales en moins. » Un tel engagement est salué par les dirigeants des grands groupes et leurs actionnaires. Ce que Manuel Valls ne dit pas c'est le coût social d'une telle mesure, son impact destructeur sur le financement des solidarités !

Les militants socialistes se sont interrogés à l'Université d'été de La Rochelle « La gauche aime-t-elle l'entreprise ? »

Je leur conseille de lire un article de Laurent Cordonnier repris d'une étude réalisée à la demande de la CGT et publiée dans la version Internet du *Monde Diplomatique* (2) sous le titre « Coût du capital, la question qui change tout ».

Il y décrit l'augmentation vertigineuse du montant de la rente financière « *Ces transferts de richesse vers les prêteurs et les actionnaires représentent une manne importante qui n'a*

cessé d'augmenter, de 3 % de la valeur ajoutée française en 1980 à 9 % aujourd'hui. » Et démontre que « la financiarisation de l'économie rend largement compte des piteuses performances des économies anciennement développées depuis une trentaine d'années. » Il sépare clairement deux notions : le coût économique et le coût financier. Le coût économique est l'effort productif nécessaire à la création des moyens de production. « Cet effort productif représente le « vrai » coût du capital. » Quant au coût financier il est la rémunération des personnes et des institutions qui ont apporté un capital. Ainsi en 2011 ces intérêts et dividendes représentaient en France pour l'ensemble des sociétés non financières 94,7 milliards d'euros !

Dans sa conclusion Laurent Cordelier propose de s'attaquer à la rente indue plutôt qu'au travail. « Une authentique social-démocratie devrait se fixer l'objectif de libérer la puissance d'action des gens entrepreneurs, des salariés du joug de la propriété et de la rente. » Avec la politique de l'offre et sa stratégie de recherche de la compétitivité par la baisse du coût de travail nous tournons le dos à cette solution, avec le désastre social que nous vivons.

François ENNAT

(1) <http://www.lefigaro.fr/placement/2014/08/20/05006-20140820ARTFIG00158-la-france-championne-des-versements-de-dividendes-en-europe.php>

(2) <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/CORDONNIER/49354>

Les enjeux de la discorde

La construction d'un nouveau gazoduc paneuropéen, appelé South Stream, met de l'eau dans le gaz des relations internationales.

Un premier réseau passant par l'Ukraine permet à la Russie d'exporter son gaz vers l'Union européenne mais les Ukrainiens ne parviennent pas à régler leur facture énergétique. La Russie cherche donc à construire un autre gazoduc qui lui permettrait de livrer son gaz en Italie et en Allemagne tout en évitant l'Ukraine. Pendant de nombreuses années la Russie était le premier producteur de gaz naturel et ce n'est qu'en 2013, grâce à l'exploitation du gaz de schiste, que les États-Unis l'ont devancée. Une véritable guerre économique ayant pour objet principal le marché européen a été déclarée.

Les dimensions du gazoduc sont significatives, 2 400 km de tuyaux, cinq pays traversés et une dizaine d'États intéressés par sa construction. À terme, la société Gazprom, à l'initiative du projet, pourra acheminer environ 47 milliards de mètres cubes par an vers l'Europe. Le projet concurrent Nabucco (reliant le Moyen-Orient et l'Europe) ne sera en mesure d'apporter que 31 milliards de mètres cubes par an et il est sans commune mesure avec les modestes projets soutenus par la Commission européenne. De plus, le projet Nabucco est sur le point d'être abandonné, malgré les efforts américains, puisque aucun accord n'a pu être trouvé avec l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. Les États-Unis voient d'un mauvais œil

l'avancée des travaux russes qui pourraient renforcer la dépendance énergétique de l'Europe envers l'ex-empire soviétique.

Cela explique pourquoi la Bulgarie a fait l'objet de tant de pressions depuis que sa participation à South Stream a été confirmée le 31 juillet 2014. Alors que le Parlement a été dissout, le gouvernement provisoire mis en place tend à revenir sur son accord sous prétexte que la Bulgarie n'est pas en mesure de faire face à des sanctions européennes. Pourtant, la population bulgare a tout intérêt à voir le projet aboutir. En effet, les pays traversés bénéficieraient de tarifs réduits comme c'était le cas en Ukraine jusqu'en mars dernier. Lorsque Gazprom, devant une facture impayée de 3,1 milliards de dollars a rétabli les tarifs classiques en Ukraine, une grave crise sociale a déstabilisé le pays. On voit donc à quel point des États comme la Bulgarie, la Serbie et la Hongrie pourraient profiter de la mise en œuvre d'un tel projet tout en craignant les pressions diplomatiques et géopolitiques. Les États semblent souhaiter prendre le risque puisque, actuellement, seule la Bulgarie est sur la réserve.

La dépendance de l'Europe envers l'énergie russe fait peur à l'Union européenne. C'est pourquoi Bruxelles s'oppose à la réalisation du projet. Ce dernier viole en effet les règles de libre concurrence puisqu'il

est interdit à une même société de produire et d'acheminer du gaz. Cette disposition d'inspiration libérale et favorable aux entreprises limite aujourd'hui leur action. Les sociétés européennes, partenaires de South Stream, semblent avoir décidé de passer outre les recommandations européennes. Le PDG de la société autrichienne OMV, Gerhard Roiss, a ainsi déclaré : « *L'Europe a besoin du gaz russe. L'Europe aura besoin de plus de gaz russe dans le futur parce que la production de gaz européen est en chute... Je pense que l'Union européenne le comprend aussi.* »

L'Europe est donc encore une fois divisée entre son avenir financier et ses aspirations géopolitiques. À l'heure où le traité transatlantique est dans toutes les têtes, il est évident qu'un rapprochement de l'industrie européenne avec la Russie ne concorde absolument pas avec les projets diplomatiques de l'Union. Il est toutefois notable que comme le fait remarquer également Gerhard Roiss, « *aucune sanction prise par l'Europe à l'égard de la Russie ne concerne le marché de l'énergie.* »

Devant toutes ces faiblesses et ces divisions, la Russie montre un front uni et fort. Anatoly Yankovski, le ministre russe de l'Énergie promet de son côté que rien ne pourra entraver la construction de South Stream. Il refuse de laisser l'Union

européenne édicter des lois concernant un réseau qui ne sera pas exclusivement situé sur son territoire. Et effectivement, la Turquie dont les eaux territoriales étaient concernées par les travaux avait accepté le projet. Elle avait procédé au préalable à une étude sur les conséquences écologiques d'un tel projet en Mer Noire et après avoir conclu que le projet ne nuirait pas gravement à l'environnement, un accord avait été signé.

L'Europe, suivant l'impulsion allemande a décidé de modifier sa politique énergétique pour aboutir à son indépendance. Nous parlons bien d'indépendance et non d'auto-suffisance. L'Allemagne, après avoir accepté la construction d'un gazoduc russe passant par la mer baltique, a décidé de se rapprocher des États-Unis en vue d'une exploitation du gaz de schiste. L'Italie et la France ainsi que leurs entreprises ENI et EDF voudraient également profiter des ressources russes, ce qui explique pourquoi elles soutiennent South Stream en dépit des avertissements de la Commission européenne. La Russie de son côté souhaite aussi être moins dépendante du marché européen et s'est donc mise en relation avec son puissant voisin chinois.

La Russie dispose d'un sous-sol extrêmement riche en hydrocarbure mais elle n'a pas encore les moyens de les exploiter. Elle est donc en quête de capitaux et de technologies, ce que la Chine est en mesure de lui apporter. Cela lui permettrait aussi d'obtenir une ouverture sur le marché asiatique qui est très demandeur en énergie. Toutefois, les tensions subsistent entre Chinois et Russes et la confiance n'est pas encore installée même si les derniers contrats signés semblent aller vers un rapprochement durable des deux géants contre les États-Unis.

Yvonne RICHTHOFEN

Un acte démocratique

Le référendum écossais n'est pas une manifestation de populisme mais un acte véritablement démocratique. Le message qu'il lance à toute l'Europe doit être entendu.

Quel que soit le résultat du scrutin du 18 septembre, les partisans du Oui ont gagné leur pari. Les trois partis britanniques « officiels », conservateurs, travaillistes et libéraux-démocrates ont promis ensemble, en cas de succès du non, d'accroître les pouvoirs du gouvernement autonome, notamment en matière fiscale. Depuis le référendum de 1997, l'Écosse dispose déjà d'une large autonomie en matière d'éducation, de santé, de logement. La revendication n'a pourtant fait que croître jusqu'à la victoire du parti nationaliste écossais (SNP) qui conquiert la majorité absolue au parlement d'Édimbourg en 2011. C'est dire la peur panique et l'échec politique des partis traditionnels.

Les deux politiciens les plus populaires aujourd'hui outre-Manche sont Nigel Farage, chef du parti de l'Indépendance du Royaume-Uni (UKIP), vainqueur aux élections européennes, et Alex Salmond, Premier ministre écossais qui porte le projet d'indépendance pour l'Écosse. Personne au sein des trois grands partis ne peut rivaliser avec eux, à l'exception peut-être du maire de Londres, le conservateur Boris Johnson. Le débat, qui se poursuivra jusqu'aux élections générales de l'an prochain et sans doute au-delà, se joue en effet en réalité non entre Écosse et Angleterre ni même entre Royaume-Uni et Europe mais entre Londres et le reste.

Depuis Mme Thatcher, la concentration des pouvoirs n'a cessé de polariser le pays tout

entier et ses relations extérieures. Tony Blair, quoique né en Écosse, comme son successeur Gordon Brown, ont poursuivi sur la lancée. Tout autant que le démantèlement de l'État-providence ou la crise bancaire de 2008, l'intervention en Irak fut l'un des tournants décisifs de cette opposition frontale. Le nationalisme écossais revêt ainsi un volet progressiste et neutraliste qui d'ailleurs ne cache pas son admiration pour le fameux « modèle scandinave » (et non les critiques de celui-ci issues des nouveaux partis populistes). L'Écosse louche vers la Norvège, ne serait-ce que pour l'utilisation judicieuse des ressources pétrolières de la mer du Nord (quoique moitié moindres pour une population équivalente) convertis dans des fonds souverains particulièrement bien gérés et « éthiquement » corrects. Un ironiste avait dit de l'Écosse indépendante qu'elle serait une « *Norvège plus le whisky* ». Le nationalisme écossais n'est pourtant pas l'expression d'une sorte de refuge culturaliste du kilt, du whisky (les principaux producteurs sont pour le non) et pourquoi pas jacobite (la nostalgie des Stuarts). Il incarne au contraire l'ambition d'un autre modèle de développement qui veut créer une nouvelle dynamique qui serait une source d'inspiration au sud des Lowlands et à travers toute l'Europe.

Celle-ci craint la contagion : Catalogne, Flandre, Piémont. Or, chaque cas est un cas d'espèce, fort différents l'un de l'autre. Si les pontes bruxellois ont brandi la foudre, la vraie raison n'est pas celle-là, mais bien l'imbroglie dans lequel se

trouve la relation entre Londres et l'Union européenne dans l'esprit de ses fondateurs. Parce qu'ils veulent rester Européens, les Écossais auraient à passer sous les fourches caudines de nouvelles procédures d'adhésion où ils devraient peut-être abandonner le modèle qu'ils défendent. C'est oublier que le Royaume-Uni, en l'occurrence l'entité que l'on appelle ici Londres, entend renégocier son appartenance à l'Union européenne. Imaginons qu'en 2017, une majorité – anglaise – vote en faveur d'une sortie – totale ou partielle – de l'UE mais que l'Écosse – et peut-être l'Irlande du Nord – votent non. Leur vote minoritaire sur l'ensemble ne serait pas pris en compte alors qu'ils voudraient rester dans l'UE. Bruxelles préfère-t-elle cette solution parfaitement incohérente ? L'Europe de la City ou celle des courées de Glasgow, tel est bien le choix sous-tendu dans le référendum écossais du 18 septembre, comme demain les élections britanniques de 2015 et l'éventuel référendum de 2017. Il y va de la démocratie en Europe.

Si de nombreux chefs de gouvernement étrangers (dont Obama) ont pris le risque d'intervenir dans le débat anglo-écossais au profit du statu quo – comme en son temps au Québec avec des problématiques assez comparables –, qu'est-ce qui nous empêche de proclamer notre empathie pour les idées portées dans le débat écossais par ces nationalistes sociaux, européens et ouverts ? C'est pourtant le grand silence.

Yves LA MARCK

Brèves

Mariage

Le 26 juillet dernier, **François d'Orléans**, fils de **Michel, comte d'Évreux** et de la **Princesse Béatrice**, a épousé à Straubing en Bavière, **Teresa von Einsidel**. Toute la Famille de France était présente à la cérémonie. À cette occasion, le prince a été fait **comte de Dreux** par **Monseigneur le comte de Paris**. Tous nos vœux.

Baptême

Ce 2 septembre a eu lieu le baptême de **Louise-Marguerite d'Orléans**, 2^e fille et 3^e enfant du prince **Jean d'Orléans**, Duc de vendôme et de son épouse **Philomena**. Louise-Marguerite est née le 30 juillet dernier à Poissy. Tous nos compliments aux heureux parents.

Visite

Le 22 juillet dernier, le roi **Philippe VI** d'Espagne a effectué sa première visite officielle en France depuis son accession au trône. Comme il est de coutume en ces circonstances, il a été reçu à l'Élysée puis à Matignon et à l'Hôtel de Ville, les deux derniers lieux étant occupés par deux Français d'origine espagnole, Manuel Valls et Anne Hidalgo.

Distinction

La **princesse Haya**, sœur du roi de **Jordanie Abdallah II** et présidente de la Fédération Internationale d'Équitation a reçu, le 7 septembre dernier, les insignes d'Officier de la Légion d'Honneur des mains de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères. La princesse œuvre depuis des années pour la promotion de son sport et l'élevage de chevaux de la plus grande qualité.

Pascal BEAUCHER

Le dilemme de Rastignac toujours actuel

Mon a priori négatif à l'égard de la science économique - que je trouvais plus conjoncturelle encore que les lois de conjoncture qu'elle nous prêche souvent comme vérités révélées pour les changer quelques mois après - s'est quelque peu corrigé à la lecture du volumineux livre de Thomas Piketty.⁽¹⁾ Il m'a convaincu qu'une science économique sérieuse est possible.

De quoi s'agit-il ? Rien de moins que d'un résumé systématique de la situation patrimoniale et d'évolution des revenus, au cours des 200-230 dernières années dans les principaux pays européens et, progressivement, dans le monde entier : d'abord en France et en Grande-Bretagne (qui disposent des données les plus complètes pour la période), puis aux États-Unis, en Allemagne, en Suède, au Japon, ceci en fonction de l'évolution des statistiques dans les pays concernés. Bref, l'auteur intègre toutes les sources statistiques existantes. Il va de soi qu'un tel travail eût été simplement impensable à l'époque précédant les ordinateurs. Toutes les sources statistiques peuvent être consultées par le lecteur sur un site Internet parallèle au livre, ce qui permet d'alléger sa lecture (qui compte quand même presque mille pages).

Piketty combine donc le savoir économique avec une approche historique dans le cadre de la tradition française de l'histoire du « long terme » chère à l'école des Annales et de l'histoire quantitative ou

sérielle développée à partir des années 50 et 60. L'avantage de cette approche consiste dans le fait que pour les revenus, les comptes nationaux, la situation patrimoniale, les successions, le volume du capital, le PIB, le niveau des rémunérations, etc. nous disposons de sources détaillées à partir de la fin du XVIII^e siècle. Ceci dans les principaux pays européens et progressivement aussi dans les autres pays qu'on peut assez facilement organiser en séries comparables. Pour exécuter ce travail titanesque, il fallait disposer les faits auxquels nous sommes tous confrontés dans la vie économique en une longue perspective historique. Au côté des sources statistiques, Piketty n'hésite pas à exploiter la littérature : il montre que les descriptions de la situation matérielle des protagonistes des romans, notamment chez Honoré de Balzac pour la France et Jane Austen pour la Grande-Bretagne, sont d'une grande précision et s'adressaient à l'époque à un public tout à fait averti.

Qu'apprend-t-on par là avant tout ? Comme il est impos-

sible ne serait-ce que de résumer la somme de richesses et d'observations que contient cette œuvre, contentons-nous de souligner quelques résultats particulièrement importants. Par exemple, en ce qui concerne la fameuse **croissance économique**, Piketty démontre que le rythme de la croissance capitaliste, constaté tout au long du XIX^e siècle et, en dehors de périodes exceptionnelles, également au siècle suivant, se situe autour de 1 %, au maximum 1,5 % par an dans les pays à la pointe du progrès technologique et éducationnel. Les rythmes de croissance plus élevés sont dus à un phénomène de rattrapage, soit des pays en retard par rapport à ce niveau (pays « émergents » actuels), soit dans les périodes qui suivent les destructions massives provoquées par les guerres (pays européens de l'après-guerre). Ce rythme peut paraître très faible, mais en comparaison avec l'économie préindustrielle (dans laquelle la croissance s'estimerait, par interpolation à partir du néolithique, de l'ordre des dixièmes ou centièmes d'un pour cent et était liée étroitement à la crois-

sance démographique), il est relativement élevé. Les Trente Glorieuses qui servent toujours, en France, de référence à la croissance, étaient donc une période exceptionnelle qui n'a aucune chance de se reproduire. Par ailleurs, l'auteur montre que la croissance en cette même période, aux États-Unis et en Grande-Bretagne - pays beaucoup moins détruits par la guerre - était déjà nettement plus faible. À partir des années 80, nous assistons donc, non pas à une crise, mais à un retour du capitalisme à son fonctionnement « standard ».

L'autre importante conclusion tirée par l'auteur concerne **l'histoire de la distribution** (éventuellement de la redistribution) **des richesses**. Il construit à travers ses séries historiques une courbe en forme de U qui s'applique, par exemple, au rapport entre le volume des patrimoines (le capital) et le PIB annuel français ou britannique (dans une moindre mesure pour les autres pays). À la Belle Époque, avant la Grande Guerre, ce rapport culminant autour de 900 % (le capital représente neuf années de PIB du pays concerné), le poids du capital est donc à son maximum et, dans cette société de rentiers, il écrase la production. Le revenu du capital est élevé par rapport au revenu du travail. Les guerres

européennes ayant provoqué la destruction massive des patrimoines, la proportion capital/PIB descend à environ 200 % en 1946, dans une société entièrement orientée vers la production et la reconstruction. Cependant elle se met ensuite à monter de nouveau, d'abord très lentement (dans les années 50-70), puis beaucoup plus vite (à partir des années 80). Ce niveau de la proportion était déjà en 2010, 600-700 % en France, Grande-Bretagne et États-Unis. Nous assistons donc au retour d'une société des rentiers et le dilemme de Rastignac, formulé par Balzac dans le *Père Goriot* (*Pour réussir dans la société, vaut-il mieux travailler ou épouser une riche héritière ?*) tourne de nouveau en faveur de la deuxième alternative : dans la société actuelle, **il est exclu de grimper vers les sommets par un travail honnête.**

L'autre important résultat des analyses historiques de Piketty est son constat que le rapport moyen à long terme du capital tourne systématiquement autour de 4-5 % par an (dans la société actuelle 3-4 % après impôt, mais qu'il atteint par contre jusqu'à 6-7 % dans le cas des très grandes fortunes - qui peuvent se payer des armées de fiscalistes et de conseillers en investissement). Il montre que c'était *grosso modo* le cas déjà pour la rente foncière dans les sociétés pré-industrielles de même que dans l'économie esclavagiste des États du Sud des États-Unis au XIX^e siècle. La conséquence en est claire : sauf en périodes de destruction massive (guerres, cataclysmes) et de rattrapage du niveau de la limite supérieure du développement technologique et éducationnel de l'époque, les revenus du capital dépassent systématiquement le taux de croissance, qui se situe, comme nous l'avons vu, autour de 1-1,5 % par an. Le poids des patrimoines a donc automatiquement tendance à grandir

de plus en plus, à provoquer des inégalités de plus en plus marquées et, en fin du compte, à étouffer l'activité productrice et créatrice dans une société donnée, puisqu'il devient de plus en plus désavantageux de travailler, voire d'entreprendre, et de plus en plus urgent de se chercher une riche héritière (ou autre combine gagnante de fortune).

Il semble que Piketty reprend ici la fameuse thèse de Marx sur **l'accumulation infinie du capital**. On sait que dans la partie très spéculative de cette thèse, Marx soutient que le capital à cause de cette accumulation va s'étouffer progressivement soi-même, commettre une sorte de suicide programmé puisque les taux de ses revenus vont fatalement baisser - s'il n'y a plus où investir, le revenu du capital sera proche de zéro et par conséquent le capital perdra lui-même toute valeur. Cette thèse est hautement improbable parce qu'elle suppose un intervalle du temps s'étendant sur des siècles. En attendant, nous sommes condamnés de vivre dans un monde où il faut tenir compte de cette tendance lourde du capitalisme à creuser indéfiniment les inégalités.

Pour la contrer et parer ses conséquences très néfastes pour la cohérence sociale, les pouvoirs politiques ont recouru à différentes **stratégies de redistribution**. Nous trouvons chez Piketty notamment une revue historique des différents impôts (sur le revenu, sur les successions, sur les fortunes). Pour le non-initié, il est édifiant d'apprendre que l'impôt sur le revenu a son origine en Grande-Bretagne, que l'imposition progressive sur le revenu et sur les successions avec les taux marginaux très élevés avoisinant 100 % sont une invention américaine, que loin encore dans les années 60 et 70 les impôts sur le revenu étaient beaucoup plus élevés au Royaume-Uni et aux États-Unis qu'en France ou



en Allemagne. L'auteur analyse également le rôle de l'inflation, qu'il juge plutôt inefficace pour la réduction des inégalités.

Le lecteur trouvera dans son livre une foison de détails intéressants que nous ne pouvons que mentionner : la description croustillante du « fonctionnement » des très grands fortunes (Bill Gates, Liliane Bettencourt...), les observations sur les dettes d'État : la dette énorme que la Grande-Bretagne a contractée pour financer les guerres napoléoniennes et qu'elle a remboursée pendant cent ans a grevé sérieusement, par exemple, son budget de l'Éducation, ce qui a provoqué le recul de sa puissance impériale, déjà visible à la fin de l'ère victorienne. Ses considérations sur la « classe moyenne » apparue dans les États occidentaux pendant les périodes de « rattrapage », et qu'il définit comme les 40 % de la population qui « *ont quelque chose, un patrimoine limité (souvent immobilier, plus quelque épargne) mais dont le revenu vient essentiellement du travail* », sont également très intéressantes. Il montre aussi que les rémunérations ahurissantes des « grands managers » n'ont aucune relation

intrinsèque avec leur prétendue « productivité » (qu'il est par ailleurs impossible de déterminer) et que leur explication est au fond très simple : il s'agit de gens qui sont en position de déterminer eux-mêmes leurs salaires sans que personne puisse les contredire.

Enfin, dans la dernière partie, l'auteur livre ses réflexions sur la manière de réguler le système capitaliste et les moyens de contrer ses néfastes tendances à l'asymétrie. Il prône l'établissement d'un impôt mondial et progressif sur les patrimoines, qui devrait s'appuyer sur un système généralisé et global d'échange des informations bancaires. Il est bien conscient qu'à l'heure actuelle une telle proposition paraît complètement utopique, mais il pense que l'on pourrait commencer à l'appliquer par exemple au niveau européen ou occidental, et fait observer que certaines ébauches en ce sens existent déjà, par exemple dans l'IGF français, ou dans certaines législations américaines.

Martin HYBLER

(1) Thomas Piketty – « *Le capital au XXI^e siècle* », Seuil, 2013, 970 pages, prix franco : 25 €.

Argentine

Le péronisme, et après

Destinée à former des cadres politiques pour servir la cause de Juan Perón, la Garde de fer fut un ensemble de réseaux qui ont profondément marqué la vie politique en Argentine. En étudiant les itinéraires des militants péronistes, Humberto Cucchetti éclaire remarquablement l'histoire récente de son pays.

Elu président de la République en 1946, destitué par un putsch en 1955, élu à nouveau en 1973 pour un mandat qu'il ne peut terminer - il meurt en 1974 et sa femme (2) le remplace avant d'être renversée par un coup d'État militaire en 1976 - Juan Perón est une figure charismatique qu'on décrit ordinairement comme une aberration national-populiste de la vie politique argentine.

Chercheur dans une institution universitaire équivalente à notre CNRS, Humberto Cucchetti récuse cette vision simpliste sans pour autant participer d'une apologétique. Son livre intéresse les Français à plusieurs titres : il permet de comprendre l'action politique de Juan Perón, l'adhésion religieuse qu'il a suscitée, la complexité du mouvement péroniste ; il ouvre une réflexion sur des thèmes qui ont une portée générale - qu'il s'agisse de l'engagement politique, du pouvoir charismatique, des religions séculières ou de la réflexion sur la survie militante des serveurs d'une cause qui continuent de faire ou qui tentent de faire encore de la politique.

Le péronisme, qui fait toujours l'objet de substantiels débats, s'est caractérisé par un fort soutien de la classe ouvrière traditionnelle inspirée par le syndicalisme d'action directe de source française et italienne, et de la nouvelle classe ouvrière composée de citoyens venus s'installer dans les grandes villes. Ces ouvriers étaient sen-

sibles à l'amélioration des conditions de travail réalisée par Perón lorsqu'il était secrétaire d'État au travail et à la santé en 1943. Sa volonté d'industrialisation lui a également permis de s'appuyer sur une élite sociale composée de militaires, de membres du clergé, d'industriels et d'intellectuels nationalistes qui ont formé une bourgeoisie nationale. Loin du fascisme, ces groupes sont liés par une idéologie « justicialiste » à la fois nationaliste et social-catholique qui fortifie l'adhésion quasi-religieuse au président de la République et à sa femme Eva (3) puis à l'opposant exilé en Espagne.

Ce caractère multi-classiste est un atout lorsque Juan Perón exerce le pouvoir entre 1946 et 1955 mais il constitue une faiblesse après sa destitution car les liens verticaux entre l'exilé et ses troupes ne parviennent pas à compenser la fragilité des liens horizontaux entre groupes sociaux dissemblables. D'où la violence des conflits entre les fractions péronistes... C'est dans le contexte de la défaite politique et d'une résistance trop faible pour imposer le retour de Perón que se situe, à la fin des années soixante, la création de la Garde de fer que les péronistes appelèrent aussi L'Unité après fusion avec le Front national des étudiants et qui se dénomma précisément Organisation unique du Transfert générationnel.

L'OUTG se donnait pour mission de former des cadres poli-

tiques et de créer des réseaux territoriaux afin de renforcer le mouvement péroniste. À égale distance du marxisme-léninisme et de l'Église catholique, l'organisation était fortement hiérarchisée et soudée par une mystique centrée sur la personne de Perón. La Garde se développa dans un climat de violence sociale et politique : révolte populaire de mai 1969, assassinat de l'ex-président Aramburu, création de l'organisation des Montoneros, retour de Juan Perón marqué le 20 juin 1973 par le Massacre d'Ezeiza organisé par l'extrême droite péroniste contre les militants de la tendance révolutionnaire, assassinat par les Montoneros du principal responsable de la CGT, fidèle au président qui venait de se faire élire deux jours plus tôt. Dans ce climat de violence, Isabel Perón, qui était en butte à l'hostilité de l'Église catholique, de l'extrême gauche et de l'extrême droite ne pouvait conserver bien longtemps la présidence de la République...

Humberto Cucchetti étudie de manière très précise les itinéraires militants qui conduisent à la Garde de fer, l'identité collective et les modes d'action ou d'inaction, le jeu de l'Organisation par rapport au Parti justicialiste et à l'ensemble de la société politique puis le déclin de la Garde de fer après la mort de son chef et malgré le slogan *Perón ne meurt pas*.

L'OUTG ne disparut pas pendant la dictature militaire : son patron Alejandro Alvarez par-

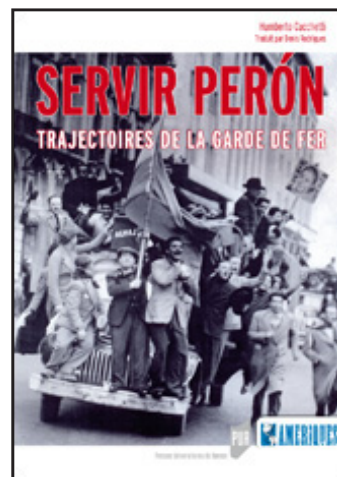
tit en exil, il y eut des militants arrêtés et torturés mais la répression fut moins violente que pour les autres organisations. Il y eut des négociations avec les Forces armées, des liens avec l'Amiral Massera qui tenta de formuler un projet de « démocratie sociale » et parfois des alliances nouées dans l'ombre. Après la dictature, l'orthodoxie péroniste défendue par les anciens de l'OUTG ne trouva pas à s'incarner dans une personnalité emblématique. Le péronisme n'a plus de direction stratégique ce qui ouvre la possibilité de divers choix tactiques. « *Une fois l'axe vertical disparu, écrit Humberto Cucchetti, les loyautés furent réduites à des prises de position encore plus dispersées, face à une pratique politique de moins en moins régie par une logique de mouvement, laquelle est remplacée par un processus spécifique de partidarisation.* » Les trajectoires personnelles se diversifient mais de nombreux militants réunis autour d'Alejandro Alvarez opèrent un virage vers le catholicisme et se retrouvent dans un ordre religieux - l'Ordre de Marie fondé en 1988 - qui marqua la sortie religieuse de la religion séculière constituée autour de Juan Perón, l'homme qui ne devait pas mourir.

B. LA RICHARDAIS

(1) Humberto Cucchetti - « *Servir Perón, Trajectoires de la Garde de fer* », Presses universitaires de Rennes, 2013. Traduit par Denis Rodrigues, prix franco : 18 €.

(2) Troisième épouse de Juan Perón.

(3) Première dame d'Argentine du 4 juin 1946 au 26 juillet 1952, date de sa mort.



La politique de Pierre Boutang

Rédiger *La politique considérée comme souci* de Pierre Boutang, qui date de 1948, constitue une heureuse initiative dont il convient de féliciter Olivier Véron, directeur des Provinciales, ainsi que Michaël Bar-Zvi, auteur d'une judicieuse postface. Ce n'est pas un texte facile que cet essai composé par le philosophe trentenaire, qui jamais ne ménage son lecteur. La difficulté conceptuelle persistera dans les œuvres de la maturité, au point parfois de désorienter des lecteurs très avertis. Gabriel Marcel, un peu décontenancé, avait ainsi demandé des éclaircissements à Jeanne Parain-Vial. Mais l'effort que requiert Boutang n'est jamais gratuit. Il est proportionné à la complexité et à la profondeur des sujets qu'il aborde et soumet à un intense discernement ainsi qu'à la densité d'une culture éblouissante. Mais dans le cas de « La politique », il est nécessaire de mettre en perspective cette réflexion, dont une des clés est l'itinéraire personnel du jeune philosophe. Pierre Boutang vient de vivre l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale, notamment depuis Rabat où il s'était installé, prenant de la distance par rapport à la France occupée et observant toute l'ampleur géopolitique du séisme. Le sentiment du tragique le hante, l'obligeant sans cesse à interroger cette infinie possibilité d'anéantissement de la réalité humaine. Auschwitz est présent dans cet essai, tout autant que la Kolyma, et le passage à la maturité du penseur se distingue par l'obsession de la dégradation humaine et de l'expérience du démoniaque.

Il faut tout de même se souvenir que la tentation totalitaire est alors le lot d'une part considérable du « parti intellectuel ». Non seulement Boutang y échappe, mais sa lucidité lui permet de saisir ce que d'autres mettront plusieurs décennies à admettre. Avant même Hannah Arendt, il a compris que l'expérience du démoniaque est originelle : « Elle était en nous, elle attendait notre défaillance, le relâchement de nos mesures, pour apparaître à notre conscience, et c'est lorsque nous prétendons que la mesure va de soi et que l'histoire est une accumulation progressive de ces mesures, que l'échec se produit et que l'horreur est engendrée. L'Allemagne nationale-socialiste nous a rendu dans la révélation de l'horrible, un service analogue à celui de Kafka : des hommes ordinaires menant une vie ordinaire, des « fonctionnaires » (sur lesquels l'optimisme rationaliste pouvait fonder la plus grande espérance, car la fonction c'est la loi, la réciprocité, donc l'universalité) sont devenus les instruments d'une conspiration infernale pour briser, dissocier l'être même de l'homme... » Les pages écrites avec tant de force anéantissent d'avance les accusations misérables de l'adversaire qui voudra à toute fin démoniser Boutang. D'avance, sa pensée démasque ceux qui tenteront de faire oublier leur complicité avec les régimes de terreur. « Ceux qui pensent qu'en France la Révolution serait moins atroce qu'elle le fut dans la Hongrie de Béla Kun, oublient que la comédie et une certaine forme de plaisanterie paysanne ou de gouaille ouvrière accentueront l'atrocité. Le comique qui tourne mal et s'impatiente de soi-même, crée le pathétique sans issue. La vanité s'y ajoute : la terreur de 1793 fut en grande partie le fait d'hommes de lettres ratés et d'auteurs dramatiques sifflés. »



par Gérard LECLERC

Il est vrai que ces propos se rapportent déjà à une époque enfouie et que l'on éprouve quelque mal à en ranimer le souvenir, les bassesses et les tristes illusions. Mais une autre coordonnée doit être aussi mise à jour pour percevoir l'originalité et la problématique de cette politique. En deux mots : Boutang est un normalien maurassien. Il a été à une double école, celle de l'Action Française lue à l'ombre paternelle depuis l'enfance et celle de l'université française dans ses plus brillantes déclinaisons : le lycée du Parc à Lyon et la rue d'Ulm à Paris. Comment ont pu se concilier dans son esprit ce qu'il a appris de Maurras et ce qu'il a appris aussi bien de Jankelevitch, Jean Wahl, Léon Brunschvicg et bien d'autres ? Bien sûr, avec un étudiant de sa trempe, on peut s'attendre à une démarche tout à fait singulière et originale. Il n'empêche qu'il y avait un sérieux travail d'élucidation à opérer. La pensée de Maurras ne s'est jamais vraiment ordonnée dans un discours philosophique unifié. On a voulu souvent l'assimiler à un rameau du comtisme, mais sans voir qu'il avait répudié la structure même du positivisme, retenant simplement l'intention scientifique. C'était aussi la vision de Simone Weil, grande admiratrice de Comte et pourtant métaphysicienne absolue. Il y a donc chez l'auteur d'*Antinéa* un énigmatique cheminement à travers la haute culture humaniste mâtinée de politique positive, d'interrogations platoniciennes, de reminiscences chrétiennes... En dépit de la volonté de synthèse, il n'y a pas de théorisation vraiment centrale.

Pierre Boutang, justement, dans ce premier essai, va tenter d'esquisser le discours philosophique absent avec ses ressources de normalien aguerri. Le titre de l'ouvrage pourrait laisser penser qu'il a été inspiré par Martin Heidegger, et de fait, il n'a pas pu ne pas être impressionné par la découverte du disciple de Husserl et par ce dernier lui-même. Mais la référence principale quant au concept du souci est bel et bien platonicienne. Et si Heidegger est implicitement invoqué, c'est peut-être dans sa première acception du *Sorge*. Michaël Bar-Zvi est bien inspiré de recourir à *La phénoménologie de la vie religieuse*, « où il est défini comme la préoccupation inquiète du chrétien chez saint Augustin (...) Le souci n'est pas une pure et simple préoccupation, mais un mode fondamental de l'être de l'homme. » Cette précision est indispensable pour comprendre l'intention de cette politique qui n'est réductible ni au modèle des sciences politiques classiques, ni à la démarche idéologique de qui veut s'insérer dans la systématisation des opinions. La réponse apportée dans l'essai est à la fois modeste et ambitieuse, puisqu'il s'agit de « découvrir un chemin, un sentier dans la forêt de l'existence, un sentier qui communique avec bien d'autres, mais qui doit être distinct. »

Le chemin de la politique n'est pas directement celui de la recherche du Bien en soi, même si le Bien apparaît à l'issue ou au détour. Car le souci véritablement humain ne saurait se rigidifier dans l'impasse scientifique. Il y a une essence propre du politique, mais jamais détachée de la condition humaine totale... Voilà un faible résumé d'une entreprise étonnante, à certains égards foisonnante. Car le projet de Boutang est en même temps grandiose. Non content d'esquisser un statut du souci, avec la recherche des sentiments fondamentaux où se reconnaît la vocation politique, il ambitionne rien moins qu'une nouvelle approche de l'économie et des institutions. C'est dire que l'essai inachevé donne l'espoir de la grande œuvre à venir.

Gérard LECLERC

Pierre Boutang – « *La Politique - La politique considérée comme souci* », postface de Michaël Bar-Zvi, prix franco : 15 €.

Roman

Pérégrinations levantines

Benny Ziffer écrivain israélien, rédacteur en chef pendant vingt ans du supplément Culture et Littérature du quotidien *Haaretz*, nous invite à partager ses voyages dans ce Moyen-Orient qu'on avait coutume d'appeler le Levant.

Du Caire à Istanbul, en passant par Amman et Jérusalem, le journaliste n'a cessé d'arpenter pendant plus de vingt ans ce Moyen ou ce Proche-Orient qui ne nous est proche finalement que de nom et dont l'auteur s'efforce avec talent de nous rappeler la diversité et les richesses au-delà des cadres étatiques issus des deux conflits mondiaux.

Ce Levant en effet fut une terre de mélange des peuples et des religions, une terre où les trois monothéismes ont vécu en résonance et dont il s'efforce de retrouver les harmonies. Ainsi, il nous entraîne à travers ses pérégrinations dans les rues grouillantes du Caire à la découverte de l'antique communauté juive, aujourd'hui quasiment éteinte. L'auteur parcourt ainsi les rues du Caire à la découverte d'anciennes synagogues parfois préservées où le cœur de la communauté juive a battu. Le nationalisme nassérien a fait disparaître ce pan de la société égyptienne qui a été de toutes les luttes et de tous les combats pour l'Égypte.

Après Le Caire, c'est Alexandrie dont nous parcourons les rues, les avenues marquées par le souvenir un peu délabré de l'ancienne Société du Canal de Suez. Les vieilles demeures européennes plus ou moins inspirées de l'Orient sont transformées en musées ou habitées par des populations qui ont perdu

le souvenir des anciens propriétaires précipités dans l'oubli par les vicissitudes de l'histoire. À Amman, à Istanbul, nous retrouvons ce monde juif là aussi désormais disparu ou résiduel. Qui se souvient d'ailleurs des Juifs du Yémen ou de Mésopotamie ?

Pour autant, l'auteur ne s'intéresse pas qu'au judaïsme. En Turquie comme en Jordanie il découvre aussi le passé byzantin et chrétien du Levant à travers Églises, mosaïques et monastères. Tout au long du livre, il évoque ces peuples chassés de chez eux, les Arméniens mais aussi les Grecs d'Égypte, d'Istanbul ou du Pont et dont il retrouve les traces à Athènes à travers les mélodies du rébétiko.

Le Levant ne se réduit pas pour lui à la façade orientale de la méditerranée, il se prolonge en Europe du sud et de l'est. Ce sont les guerres balkaniques et le premier conflit mondial qui ont créé une frontière artificielle. À se demander s'il n'y a pas encore chez l'auteur une dimension ottomane cachée.

Pour autant, ce livre n'est pas simplement un livre de souvenirs baigné de nostalgie. À travers les déambulations de l'auteur nous découvrons les rues foisonnantes des villes du Levant. L'Orient n'est pas un musée. Il est vivant et bien vivant, même si parfois il est victime de l'uniformisation des modes de vie. Rien ne ressemble

plus à un centre commercial de Tel-Aviv qu'un centre commercial d'Amman. Mais ce n'est que l'écume des choses. Benny Ziffer aime à nous conduire dans les librairies, les cafés, les galeries, les marchés. Nous croisons des écrivains des artistes, des garçons de café, des employés, des commerçants, des journalistes, des touristes, des noctambules.

Au Caire, il porte une attention particulière aux vieilles librairies spécialisées dans la littérature française dont il est friand. Homme de culture, il sait qu'en Égypte, depuis la domination britannique, parler français est une forme de résistance.

À Istanbul dont est originaire sa mère, l'auteur retrouve des membres de la communauté juive profondément attachés à leur double identité juive et turque et qui ont investi le combat en faveur de la laïcité kémaliste. Ces Juifs stambouliotes font écho aux Juifs d'Égypte qui furent dans les années 50 voire 60 l'un des piliers de la gauche égyptienne, trouvant dans leur combat progressiste une manière à eux d'affirmer leur identité nationale égyptienne. Henri Curiel fut de ceux-là. Il évoque aussi l'homosexualité, bien présente au Levant et pas seulement dans la poésie, malgré les interdits.

Ce livre, on l'aura deviné, est donc aussi un livre de combat. Chez Ziffer, aucune forme de

nationalisme ne s'exprime mais au contraire une volonté permanente d'ouverture, de partage. Il met en lumière ce qui rassemble au-delà des diversités de toute sorte plutôt que ce qui sépare, sans jamais pourtant renoncer à son identité juive.

Son attachement à Israël est imprégné d'un humanisme dont le champ s'exerce bien au-delà des frontières du Levant. Ainsi il évoque avec émotion et ferveur, le combat mené par son amie et collaboratrice Aviva Ein Gil, militante de gauche israélienne qui prend sous son aile un jeune immigré clandestin de Guinée-Bissau, Saliou, et lui offre un autre avenir, consacré aux études, en Israël puis en France. À ce combat l'auteur prend toute sa part, en accompagnant le jeune guinéen en France pour l'aider à s'installer. Non, le futur n'est pas figé au Proche-Orient. Des ponts peuvent encore être bâtis par-dessus les murs de séparation et les fils de fer barbelés, tant que le Levant est bien décidé à rester fidèle à lui-même.

Le Livre de Benny Ziffer en est un témoignage et une promesse d'avenir. Puisse-t-il être entendu.

Marc SÉVRIEN

Benny Ziffer – « *Entre nous les Levantins - Carnets de voyage* », Actes Sud, 2014, 379 pp., prix franco : 23,80 €.



Mouvement

Nous reprenons nos activités et nous tenons à remercier tous ceux qui cette année nous ont déjà apporté leur aide.

Ce fut une année perturbée en raison de notre emménagement rue Sibuet et de notre réorganisation due à l'accident d'Yvan Aumont.

MERCI aux donateurs pour leur générosité (8 287,19 €) et leur fidélité à notre mouvement et leur attachement à *Royaliste*.

MERCI à Frédéric Aimard et Patrick Isambert pour leur don de matériel informatique et à Jérémie Faillères, sans qui notre site n'aurait pas vu le jour.

MERCI à Guy Delranc et Alain Solari pour leur portage du journal chez le routier.

MERCI aux rédacteurs de *Royaliste*.

MERCI à tous ceux qui nous ont aidés dans l'aménagement des locaux : Philippe Lejay, François-Marin Fleutot, Patrick Louis, Maurice Perrin, Alexis Chevalier, Christian Merveilleux... Hervé Duval fut aussi de la partie.

MERCI à tous ceux qui ont participé à nos réunions des **Mercredis de la NAR**.

Pascal BEAUCHER
Secrétaire général



Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet 75012 Paris

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Souscription

Troisième liste de souscripteurs

Vincent Hervouët 100 € - Étienne Parize 20 € - Marcel Conche 100 € - Alain Mercier 500 € - Claude-Eugène Anglade 70 € - Jean-Marie Mathieu 500 € - Arlette Roudil-Guichard 80 € - Jean Vincent 50 € - Guy Lesinge 20 € - Philippe Charpentier de Beauvillé 150 € - Jacques Leflaive 50 € - Maurice Perrin 25 € - Jean Consolino 30 € - Christian Frater 50 € - Jean Auberger 7 € - Michel Paris 100 € - Vincent Wilhelem 20 € - Christian Franchet d'Esperey 30 € - Christian Lecocq 100 € - Grégory Thomas 20 € - Joël Aillerie 20 € - Amadeu Ciscar Penella 130 € - Michel Bouillet 50 € - Daniel Rietsch 100 € - Philippe Cailleux 50 € - Jean-Pierre Dauvillier 20 € - Jean-Marie Tissier 10 € - Alain Perdrix 30 € - Arnaud Petit 30 € - Yves Garnier 80 € - Jean Chauvire 30 € - Pierre Hervieux 10 € - Benoît Dolle 100€ - François Gerlotta 50 € - Maurice Asta-Richard 15 € - François Viet 30 € - Hervé Simon 30 € - Anonyme 15 €.

Total de cette liste : 2 822,00 €

Total précédent : 5 465,19 €

Total général : 8 287,19 €



Durant le mois août, un membre de la *Nouvelle Action royaliste* est allée fleurir la tombe d'Adolfo Suárez, dans le cloître de la cathédrale d'Avila.

La gerbe était accompagnée du message suivant: « *La Nouvelle Action Royaliste, en hommage à Adolfo Suárez, artisan de la démocratie espagnole.* »

Depuis mars dernier, la tombe des ducs de Suárez a reçu la visite de très nombreux Espagnols venus eux-aussi saluer la mémoire de l'un des pères de la Transition démocratique, décédé en mars dernier.

La presse locale s'est faite l'écho du geste de la NAR.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Bruits et fureurs

Misère de la communication. Depuis les derniers jours d'août, le bruit médiatique a recouvert de manière particulièrement assourdissante les événements majeurs qui pèseront longtemps sur le cours de notre histoire.

Le nouveau gouvernement, formé le 25 août à la suite des dérapages verbaux d'Arnaud Montebourg ? Après des dizaines d'heures de bavardages radiotélévisés, on constate simplement que MM. Hollande et Valls se sont débarrassés d'un gêneur qui parasitait la ligne officielle et agaçaient fort Berlin. Gagner en tranquillité et donner un gage supplémentaire à l'Allemagne, le coup double était à la hauteur des ambitions du gouvernement. Autre calcul : maintenir Christiane Taubira et promouvoir Najat Vallaud-Belkacem afin de certifier l'orientation à gauche du gouvernement tout en offrant aux racistes leurs cibles préférées. À chaque insulte venant de *Minute*, de *Valeurs actuelles* et de diverses officines, Manuel Valls volera au secours des proies complaisamment offertes et brandira l'étendard de la gauche outragée. Pour le reste, qui est l'essentiel, la messe ultralibérale est dite sous les applaudissements du patronat. J'allais oublier Emmanuel Macron qui scandalise tant de militants socialistes : comme Jean-Pierre Juyet, c'est un fondé de pouvoir du capitalisme financier, qui appliquera la ligne fixée à Berlin où ce bon élève a su se faire bien voir.

Les journées socialistes de La Rochelle ? Petites manœuvres, petite fronde, petits sifflets et un discours médiocre du Premier ministre devant des élus et des

apparatchiks qui dépendent pour leur carrière de la survie du Parti « socialiste ». L'important, les 30 et 31 août, c'était le sommet européen de Bruxelles qui aurait mérité des commentaires et des débats pointus. Il y avait de quoi dire ! Ce sommet a souligné l'échec de la tactique de François Hollande : se soumettre au plus fort pour qu'il accorde des concessions. Hélas ! Le fort en position de force a trop



souvent coutume d'exiger toujours plus d'abaissement parce qu'il ne voit pas de limites à sa force. De fait, c'est le candidat de l'Allemagne, Jean-Claude Juncker, qui préside la Commission européenne. C'est le candidat de l'Allemagne, Donald Tusk, qui a été élu président du Conseil européen. C'est le candidat soutenu par l'Allemagne, Luis De Guindos, qui présidera l'Eurogroupe en 2015. Ce sont des Allemands qui président le Parlement européen, le Mécanisme européen de stabilité, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne de reconstruction et de développement. Alors que François Hollande annonçait qu'il voulait plus

de croissance en Europe, il a laissé Berlin corriger le communiqué final dans le sens qui convenait à la Chancellerie et reporter sans date précise le sommet de la zone euro demandé par le président français.

L'affaire Trierweiler ? C'est un piège qui se fermera chaque fois qu'on voudra attribuer le statut fictif de « première dame » à une quelconque maîtresse. Cela ne valait pas le déluge de bavardages qui a rejeté dans l'ombre le sommet que l'Otan tenait à Newport les 4 et 5 septembre. François Hollande y fut, comme à son habitude, lamentable. La veille, il avait annoncé la suspension de la livraison du premier porte-hélicoptère Mistral au mépris du contrat signé avec la Russie et après avoir annoncé en juillet qu'il serait livré comme prévu. Celui qui porte le titre de président de la République a cédé aux injonctions américaines pour ne pas avoir à subir, sur place, les pressions de certains États. On s'asservit pour être tranquille dans les réunions... Le sacrifice de nos intérêts nationaux à court et à long terme est évident et l'alignement sur l'Otan, bras armé de la politique américaine, est total. Ceci en faisant mine d'oublier que Washington porte, en Afghanistan, en Irak, en Ukraine, la responsabilité de désastres patents.

C'est ainsi que le bruit médiatique ne cesse de couvrir les débats essentiels. Ce qui est évacué de l'avant-scène ne disparaît pas pour autant. Les reniements du hollandisme mettent en fureur d'innombrables citoyens qui n'attendent rien du pacte de responsabilité, qui comprennent que l'euro engendre la déflation et qui ont définitivement cessé de croire qu'un sursaut pourrait venir de l'UMP ou du Parti « socialiste ». Les candidats qui pensent pouvoir récupérer cette fureur feraient bien de se méfier. Même et surtout Marine Le Pen, si sûre d'elle-même en cette rentrée.

Bertrand RENOUVIN